

Communiqué de presse Réunion des Ministres des finances de la Zone franc Paris le 19 septembre 2011

Les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et les présidents des institutions régionales de la Zone franc se sont réunis lundi 19 septembre 2011 à Paris, sous la présidence de M. François Baroin, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de la République française.

Les participants ont échangé sur la situation économique de la Zone. Ils ont pris note des perspectives de croissance dans les différentes sous-régions, confirmant les tendances observées lors de leur précédente réunion. Ainsi, en Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), la croissance devrait se maintenir autour de 5 % en 2011. Elle pourrait s'établir à 2,6 % aux Comores. Les perspectives économiques de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) devraient, quant à elles, marquer un ralentissement de la croissance économique à seulement 1,4 %, du fait essentiellement de la crise post électorale en Côte d'Ivoire. Les ministres ont salué le processus de reconstruction résolument engagé dans ce pays. Alors que l'inflation est demeurée globalement modérée en 2010 dans la Zone franc, ils relèvent une résurgence des tensions inflationnistes pour 2011, sous l'effet de la hausse des prix alimentaires et de l'énergie. Enfin, les ministres et les gouverneurs ont exprimé leur confiance dans les mesures prises pour garantir la stabilité financière et la croissance dans la Zone euro.

Les participants ont pris acte de l'état de la convergence des politiques macroéconomiques au 31 décembre 2010 dans la Zone franc, qui s'est globalement améliorée. Pour renforcer l'intégration régionale, les ministres ont convenu de poursuivre les travaux pour mieux apprécier la convergence réelle des économies. Six indicateurs viendront, à partir de 2012, compléter ceux actuellement suivis : évolution du niveau de vie, évolution de l'intégration commerciale, liberté de circulation effective, climat des affaires, mise en œuvre des programmes économiques régionaux, intégration financière. En outre, les ministres ont décidé de mandater le comité de convergence de la Zone franc pour conduire une étude sur les gains attendus d'une plus grande intégration régionale.

Les participants se sont félicités de l'avancement des travaux du G20 sous la présidence française, qui ont été présentés par M. François Baroin et M. Henri de Raincourt, ministre chargé de la coopération. Les ministres ont dans ce cadre adopté une position commune, annexée au présent communiqué, témoignant de leur entier soutien aux priorités de la présidence française du G20. Ils ont particulièrement insisté sur le développement des infrastructures, et plus spécifiquement des infrastructures énergétiques, et sur la mise en place de financements innovants, notamment une taxation des transactions financières. Les ministres ont également échangé à propos de l'actualité des institutions multilatérales afin d'y apporter des messages communs lors des prochaines assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale en vue de leur engagement à soutenir les Etats de la Zone franc.

Les ministres et gouverneurs se sont également entretenus de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ils ont échangé avec le président du Groupe d'action financière (GAFI) sur la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ce dernier a salué les progrès déjà accomplis, tout en soulignant la nécessité d'accélérer la mise en œuvre d'actions concrètes pour lutter efficacement contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Les ministres et les gouverneurs se sont engagés à poursuivre les efforts en ce sens. Il s'agit notamment, en UEMOA d'actualiser et de veiller à la pleine application de la législation existante, en CEMAC de tout mettre en œuvre pour que le GABAC puisse être reconnu comme groupe régional de type GAFI en 2013 et, aux Comores de poursuivre le mouvement engagé après l'adhésion en 2011 au groupe régional de l'Afrique australe et orientale. Les autorités françaises ont fait part de leur soutien à ces

réformes.

Enfin, les ministres ont chaleureusement remercié les autorités françaises pour la qualité de l'organisation de cette réunion et l'accueil réservé aux participants. Ils ont accepté l'invitation des autorités maliennes à tenir la prochaine réunion des ministres des finances de la Zone franc à Bamako le 6 avril 2012.